

Séance du Conseil Municipal du 01^{er} août 2008

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, BLOUET Yves, CAVANI Michelle, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, GUINARD Carole, HAVARD-CORBIERE Chantal, PASTOR Nicole, RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, VALLAURI Jean-Claude, ZIZZO François.

Procurations :

Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse au Dr. DONADEY Pierre
M. VRIGNON Bertrand à M. VALLAURI Jean-Claude
Mme DUQUESNE Céline à Mme PASTOR Nicole
M. REYNAUD Gilles à Mme CAVANI Michelle

Absents :

Mme GUINARD Carole, régulièrement convoquée démissionnaire le 30 juillet 2008
M. RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc, régulièrement convoqué, démissionnaire le 30 juillet 2008
M. DEBOST Bernard

Secrétaire :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 19h.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 25 juillet 2008 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité

Madame CAVANI demande la parole : Mesdames CAVANI et PASTOR font valoir que les engagements pris lors de la réunion plénière de la veille de ce conseil du 25 juillet ont bien été tenus : le poste d'Adjoint au Maire a bien été attribué à monsieur VALLAURI. Où est le problème ?

Monsieur VALLAURI demande à Madame CAVANI pourquoi les consignes de vote des procurations n'ont pas été respectées et pourquoi les 4 personnes détentrices des 4 procurations ont laissés croire qu'elles voteraient pour lui puis sans aucune déclaration ni réclamation ou débat ont votés "discrètement" pour une personne non candidate, pour bénéficier d'un effet de surprise lors du dépouillement.

Madame CAVANI indique qu'elle n'a reçu aucune consigne de vote.

Monsieur VALLAURI demande à Messieurs BLOUET et SIMON pour qui ils auraient votés ?
Messieurs BLOUET et SIMON indiquent que s'ils avaient été présents, ils auraient voté Jean-Claude VALLAURI.

Madame CAVANI demande à monsieur le Maire la parole qui la lui accorde pour faire une déclaration : au cours de celle-ci, elle formule en son nom propre des excuses aux escarènois témoins de la scène navrante à laquelle ils ont assisté lors du conseil du 25 juillet dernier, spectacle indigne d'élus et souhaite que chacun en tire les leçons et l'enseignement d'aller de l'avant à l'avenir tous ensemble.

Monsieur le Maire remercie madame CAVANI de son intervention : « l'affaire est close ».

Il fait part de la démission de deux conseillers municipaux, Mme GUINARD Carole et M. RENAUDO-ANSELMO. L'effectif du conseil municipal est de dix sept membres.

Séance du Conseil Municipal du 01^{er} août 2008

Ouverture de la séance :

Est retirée :

- une délibération relative au choix des entreprises pour le dossier des amendes de police, dossier 2008 ;

Est rajoutée :

- une délibération relative à la désignation d'un correspondant défense ; (rectificatif de la délibération du 29 mars dernier où trois personnes avaient été désignées;

Madame HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point : Indemnités du Maire des Adjoints et des conseillers municipaux délégués :
Tableau :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que différentes dispositions déterminent les modalités d'indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués.

Suite à l'élection d'un nouvel adjoint, il convient de voter un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités attribuées aux élus.

Le conseil municipal ouï monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte ce tableau selon l'annexe ci-jointe.
- Rapporte toute délibération antérieure portant sur le même objet.

INDEMNITES DES ELUS LOCAUX TABLEAU RECAPITULATIF

MAIRE : DOCTEUR PIERRE DONADEY

INDEMNITE : 31 % de l'indice 1015

1^{ER} ADJOINT : MADAME Marie-Thérèse BARRIOS-BRETON

INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

2^{ème} ADJOINT : MONSIEUR Gérard SALTON

INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

3^{ème} ADJOINT : MONSIEUR Bertrand VRIGNON

INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MADAME HAVARD-CORBIERE Chantal

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MADAME SOUMATI Marie-Christine

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MONSIEUR ZIZZO François

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

2^{ème} point : Adhésion de la commune au SICTIAM : Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées des Alpes Maritimes :

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que l'informatisation des services de la commune se poursuit sans discontinuer depuis de nombreuses années avec un nombre de plus en plus important de logiciels applicatifs utilisés par les services et un parc machines également en augmentation.

Les efforts d'investissements ainsi consentis permettent de faire face aux besoins des services et d'évoluer avec les techniques et le savoir faire pour augmenter la productivité et améliorer la qualité des prestations proposées aux habitants de l'Escarène.

Pour autant, la nécessité d'élargir le champ des applications utiles au bon fonctionnement des services, la poursuite de l'optimisation des ressources informatiques en termes de productivité, de formation continue, de support technique, et enfin, la volonté de diminuer les coûts, sont autant de raisons de proposer l'adhésion de la commune au SICTIAM, dont les objectifs sont :

- * de réaliser des économies sur les dépenses de maintenance, les achats de matériels, de logiciels et de consommables, et ce, au travers de marchés négociés globalement par le SICTIAM, dans lesquels la commune pourra puiser à sa convenance ;
- * de mettre en place un plan de formation afin que les utilisateurs des applications logicielles et des matériels puissent s'adapter, voire évoluer plus facilement sur leur outil informatique ;
- * de bénéficier d'un support technique de proximité, d'un réseau d'entraide entre les membres, de manière à réaliser des échanges d'informations et de savoir faire, dans le but d'améliorer la productivité et de contenir les coûts ;
- * et, enfin, de trouver appui auprès du SICTIAM sur l'ensemble des besoins liés à l'informatisation des services.

Les statuts du SICTIAM ont été élaborés suivant les modalités fixées par la loi 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation, et prévoient sept compétences à caractère optionnel :

- 1 - maintenance des systèmes informatiques,
- 2 - acquisition ou location de matériels informatiques nécessaires à l'exploitation des services informatiques,
- 3 - acquisition, location ou création de logiciels informatiques nécessaires à l'exploitation des services informatiques, y compris la gestion de licences d'exploitation,
- 4 - mise en place d'un programme de formation continue,
- 5 - création d'une centrale d'achat,
- 6 – conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage, voire maîtrise d'ouvrage déléguée, pour tout projets liés au développement du système d'information,
- 7 – mise en œuvre des technologies de l'internet et de services dématérialisés en général.

Le SICTIAM a développé de nombreuses compétences mises au service de ses adhérents, parmi lesquelles :

- la maîtrise des logiciels de gestion diffusés par les éditeurs MAGNUS et CIVITAS ;
- les systèmes d'information géographique et les logiciels applicatifs associés;
- des solutions de dématérialisation, notamment des procédures d'appels d'offres, respectant les dispositions du Code des marchés publics et de ses décrets d'application, mais aussi les échanges avec le service de l'Etat chargé du contrôle de légalité,
- une offre de publication d'avis d'appels à la concurrence pour des procédures inférieures aux seuils légaux,
- une offre logicielle « métier » dans différents domaines : gestion des services techniques, gestion du courrier et du protocole, gestion du service de police municipale, action sociale, observatoire fiscal, gestion des marchés publics, gestion de l'enfance, gestion du cimetière, etc...
- une compétence forte dans tous les domaines liés à l'Internet,
- une centrale d'achats pour les acquisitions de matériels et de logiciels au bénéfice de ses adhérents, assorti d'un dispositif de préfinancement pour ceux qui le souhaitent,
- un service de maintenance des parcs machines des adhérents,
- une offre de formation très complète, diffusée tout au long de l'année.

Ses effectifs sont à ce jour de 184 communes et établissements publics répartis dans le département des Alpes Maritimes principalement, mais aussi le Var et les Alpes de Haute Provence.

Plusieurs enjeux particulièrement importants pour la commune justifient cette adhésion :

- d'une part, la nécessité de bénéficier d'un support de premier niveau se substituant aux éditeurs,
- d'autre part, superviser et organiser le système informatique,
- par ailleurs, mettre en œuvre de nouveaux logiciels, afin de poursuivre l'équipement des services,
- enfin, favoriser l'avènement de procédures dématérialisées, nécessitant des outils et des compétences particulières.

Sur le plan financier, la contribution de la commune aux frais d'administration générale (incluant les services de proximité, le téléphone service, l'accès au site Internet du SICTIAM et les services proposés à ce titre (place de marchés, téléchargements, informations, ...) est recouvrée dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à la fiscalité additionnelle.

Pour les autres domaines d'activité confiés au SICTIAM, la ou les contributions de la commune seront inscrites au budget.

Par exemple :

- pour la maintenance des applications fournies par le SICTIAM, la facture globale annuelle reçue dans le cadre de son marché pour l'ensemble des sites équipés, est réglée par le SICTIAM, et la part de la commune versée au prorata des applications utilisées, avec toutefois une économie de 40 % sur les sommes versées actuellement,
- pour la formation continue, les tarifs sont fixés par le comité syndical du SICTIAM, ils sont actuellement de 103 €uros par jour et par agent, incluant les frais de repas, dans le cas de formations groupées ; les formations sur site sont facturées 173 euros/jour,

- pour les prestations nécessitant une intervention sur site (installation, paramétrage, démarrage d'applications, aide à l'exploitation), le tarif est de 165 euros/jour,
- pour les achats de matériels et de logiciels, les prix sont fixés par les bordereaux de prix inclus aux marchés à bons de commande passés par le SICTIAM, sans autre frais, hormis les éventuelles prestations de configuration, paramétrages, etc..

Aucune obligation n'est faite à la commune d'utiliser l'ensemble des compétences disponibles : les services du SICTIAM sont à disposition pour tout projet d'extension de services au-delà des projets actuels, et cette ou ces extensions feront l'objet d'accords préalables entre les 2 entités.

Par ailleurs, et dans la mesure où la procédure réglementaire d'adhésion prévue par le Code général des Collectivités Territoriales ne pourra pas aboutir avant le 1^{er} janvier prochain, il a été convenu que les services du SICTIAM interviendraient sur certains aspects urgents (optimisation de l'utilisation des logiciels MAGNUS, formation et support aux utilisateurs, etc., dans le cadre d'une convention valable pour l'année 2008, permettant ainsi à la commune de bénéficier des conditions particulières de tarifs de logiciels et de prestations réservées aux adhérents du SICTIAM.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de bien vouloir :

- * **approuver** l'adhésion de la commune de L'ESCARENE au SICTIAM,
- * **approuver** les statuts du SICTIAM,
- * **désigner** Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse en qualité de délégué titulaire, et M. VALLAURI Jean-Claude en qualité de délégué suppléant appelés à siéger au Comité syndical du SICTIAM,
- * **mandater** le Maire pour effectuer toutes démarches utiles et nécessaires à la bonne exécution de cette affaire, et en particulier, signer la convention réglant les relations entre la commune et le SICTIAM.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- * **approuve** l'adhésion de la commune de L'ESCARENE au SICTIAM,
- * **approuve** les statuts du SICTIAM,
- * **désigne** :
 - Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse en qualité de délégué titulaire,
 - M. VALLAURI Jean-Claude en qualité de délégué suppléant,
 appelés à siéger au Comité syndical du SICTIAM,
- * **mandate** monsieur le Maire pour effectuer toutes démarches utiles et nécessaires à la bonne exécution de cette affaire, et en particulier, signer la convention réglant les relations entre la commune et le SICTIAM.

3^{ème} point ; DGE 2008 : Equipement informatique des services municipaux ; logiciels :

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

Equipement informatique des services municipaux ; logiciels:

L'équipement informatique a besoin d'être complété et réactualisé.

Dans certain cas, il est inadapté.

L'acquisition de nouveaux logiciels, opération d'investissement, identique à de nombreuses communes du département, permettra une plus grande efficacité des services.

Les besoins sont évalués à un montant HT de 4 000 €, soit 4 784.00 € TTC.

Plan de financement :

.1 Subventions :

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant H. T. par l'Etat, dans les conditions suivantes :

- Etat : 60 %,

.2 Participation de la commune :

- Commune 40 % du montant H. T.
- TVA à 19.6% sur le montant H. T.

.3 Programme Equipement informatique mairie ; logiciels:

- Subvention attendue : 60 % du montant H. T. : 2 400 €
- Part de la commune : 40 % du montant H. T. : 1 600 €

- Montant H. T. : 4 000.00 €
- TVA 19.6% : 784.00 €
- Montant total TTC : 4 784.00 €
- Montant total TTC de la part communale : 2 384.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette demande de concours financier de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

4^{ème} point ; Vidéosurveillance ; 3^{ème} phase ; Demandes de subventions :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les deux premières phases du projet de mise en place d'un système de vidéosurveillance.

La première phase de cette installation concernait la place D'Audiffret et la place Carnot.

La deuxième phase concernait la place Camous.

Il propose que la troisième phase concerne le Pont de l'Armée des Alpes, la RD 6204 côté Est et le Groupe scolaire.

Le montant de cette 3^{ème} tranche est estimé à 15 000 € HT.

Il convient de délibérer sur cette proposition et de demander le concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Montant HT de l'opération : 15 000 €

Plan de financement :

.1 Subventions :

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant H. T. par l'Etat et le Conseil Général, dans les conditions suivantes :

- Etat : 60 %,
- Conseil Général : 45 % de la part restante, sans toutefois pouvoir dépasser 80 %, dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune ;

.2 Participation de la commune :

- Commune 22 % du montant H. T.
- TVA à 19.6% sur le montant H. T.

.3 Programme Vidéosurveillance 2008, 3^{ème} tranche:

- Subvention attendue de l'Etat : 60 % du montant H. T. : 9 000 €
 - Subvention attendue du Conseil général : 45% du montant restant subventionnable soit 6 000 €, (18 % du montant H. T.) : 2 700 €
 - Part de la commune : 22 % du montant H. T. : 3 300 €
-
- Montant H. T. : 15 000 €
 - TVA 19.6% : 2 940 €
 - Montant total TTC : 17 940 €
-
- Montant total TTC de la part communale : 6 240 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

5^{ème} point ; Bâtiment La Colombe : Avenant au marché de maîtrise d'oeuvre :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet d'aménagement du bâtiment La Colombe.

Il informe de l'état d'avancement du dossier et fait part de l'augmentation du coût de l'estimation des travaux de 94 520 € HT à 143 000 € HT, des modifications ayant été nécessaires pour parfaire ce dossier.

Le montant de la mission du maître d'oeuvre étant calculé sur ce coût des travaux, il donne lecture de l'avenant dont la prestation s'élève maintenant à 17 160 € HT.

Cet avenant a pour objet le changement de prestation, suite à une première mise en concurrence, intégrant des travaux complémentaires tels que le changement des menuiseries, le changement du type de revêtement sur le parking, la création d'un réseau informatique et la création d'une porte fenêtre à galandage demandés par le maître d'ouvrage.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer cet avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer cet avenant, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

6^{ème} point ; Bâtiment La Colombe : Choix des entreprises :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet d'aménagement du bâtiment La Colombe.

Il fait part du résultat de la nouvelle consultation effectuée et propose au conseil municipal de retenir les entreprises chargées de réaliser ces travaux pour les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

Il s'agit de :

Pour le lot n° 1 ; Gros oeuvre, maçonnerie, cloisons, carrelage, VRD :

L'entreprise SLAMAT sise à NICE est retenue pour un montant de : 53 915.12 € HT soit 64 482.48 € TTC.

Pour le lot n° 2 ; Electricité, chauffage:

L'entreprise SEGOR sise à LA BOLLENE VESUBIE est retenue pour un montant de : 18 956.40 € HT soit 22 671.85 € TTC.

Pour le lot n° 3 ; Plomberie, sanitaires:

L'entreprise Plomberie du canton sise à L'Escarène est retenue pour un montant de : 8 415 € HT soit 10 064.34 € TTC.

Pour le lot n° 4 ; Menuiserie bois:

L'entreprise PIN et Fils sise au CANNET ROCHEVILLE est retenue pour un montant de : 5 040 € HT soit 6 027.84 € TTC.

Pour le lot n° 5 ; Ferronnerie alu :

L'entreprise AVS sise à MOUANS SARTOUX est retenue pour un montant de : 31 439 € HT soit 37 601.04 € TTC.

Pour le lot n° 6 ; Peinture :

L'entreprise AUROCH sise au CANNET est retenue pour un montant de : 12 906.48 € HT soit 15 436.15 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour confier à ces entreprises les travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir les entreprises SLAMAT, SEGOR, Plomberie du canton, PIN et Fils, AVS et AUROCH, respectivement pour les lots n° 1 ; Gros oeuvre, maçonnerie, cloisons, carrelage, VRD, n° 2 ; Electricité, chauffage, n° 3 ; Plomberie, sanitaires, n° 4 ; Menuiserie bois, n° 5 ; Ferronnerie alu, n° 6 ; Peinture, pour les montants ci-dessus.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

7^{ème} point ; Amélioration de la station d'épuration : Choix du maître d'oeuvre :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 27 juin 2008 concernant la recherche d'un maître d'oeuvre pour l'amélioration de la station d'épuration.

Il résume les démarches effectuées jusqu'à ce jour et fait part du résultat de la consultation réalisée pour proposer au conseil municipal de désigner ce maître d'oeuvre.

La solution la plus intéressante est de prendre la société SAFEGE SA, Parc de l'Isle, 15 / 27 rue du Port, 92 022 NANTERRE Cedex.

Le montant de la mission est de 23 215 € HT, soit 27 765.14 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour confier au maître d'oeuvre cette prestation.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

8^{ème} point ; Rénovation toiture Médiathèque 28 rue du Pont Vieux :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation de la toiture du bâtiment abritant la médiathèque dans un local communal situé au rez de chaussée au n° 28 de la rue du Pont Vieux.

Ces travaux s'élèvent à 24 565.72 € HT, soit 25 916.83 € TTC.

Compte tenu des divers et imprévus, le coût total de cette opération a été estimé à 27 000 € HT, soit 28 485 € TTC.

Le montant de la part communale, s'élève à 25% de ce montant, soit 6 750 € HT, et 7 125.25 € TTC.

Il est possible de solliciter du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT de la participation de la commune.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour solliciter la subvention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte,

Approuve le plan de financement suivant :

- | | |
|--|------------|
| - Subvention du conseil général : 45 % du montant HT | 3 037.50 € |
|--|------------|

- Part de la commune : 55 % du montant HT 3 712.50 €
 - Montant H. T. 6 750.00 €
 - TVA 5.5% 371.25 €
 - Montant total TTC 7 121.25 €
 - Montant total TTC de la part communale : 4 083.75 €
- Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.
- La commission d'appel d'offres sera sollicitée pour le choix de l'entreprise.

9^{ème} point : DGE 2008 : Rénovation façades Chapelle Saint Roch :

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

Rénovation des façades de la chapelle Saint Roch :

Les façades de la chapelle sont fortement dégradées.

Les travaux seront réalisés par un chantier école de l'AFPA, Centre de Formation Professionnelle pour Adultes de Nice.

Le coût total de l'opération est estimé à 12 597 € TTC.

Les dépenses d'investissement sont évaluées à 7 000 € HT, soit 8 372 € TTC ; (estimation de l'AFPA : 6 145.48 € HT, divers imprévus : 854.52 € HT).

Les dépenses de fonctionnement non subventionnables sont évaluées à 4 225 € TTC.

Les dépenses d'investissement sont susceptibles d'être subventionnées sur le montant H.T. par l'Etat et le Conseil Général.

Plan de financement pour les dépenses d'investissement :

1 Subventions :

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant H.T. par l'Etat et le Conseil Général, dans les conditions suivantes :

- Etat : 60%, avec un montant de la dépense subventionnable plafonnée à 160 000 € HT ;
- Conseil Général : 45 % de la part restante, sans toutefois pouvoir dépasser 80 %, dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune.

2 Participation de la commune :

- Commune 22 % du montant H.T.
- TVA à 19.6 % sur le montant H.T.

3 Programme : Rénovation des façades de la chapelle Saint Roch:

- Subventions attendues : Etat : 4 200 €
- Conseil Général : 1 260 €

- Total subventions : 5 460 € soit 78 %
- Part de la commune HT : 1 540 €
 - Montant total H. T. : 7 000.00 €
 - TVA 19.6% : 1 372.00 €
 - Montant total TTC : 8 372.00 €
 - Montant TTC de la part communale : 2 912.00 €
- Le montant total de cette dépense, sous réserve de l'obtention des subventions, s'élève ainsi à : 4 225 € + 2 912 € = 7 137 € TTC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Approuve le programme de rénovation des façades de la chapelle Saint Roch pour un montant estimé à 12 597 € TTC.

Se prononce favorablement sur la demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008 pour ce qui concerne les travaux d'investissement s'élevant à un total de 7 000 € HT et son plan de financement exposé ci-dessus.

Autorise monsieur le Maire à signer la convention entre l'AFPA et la commune, effectuer toutes démarches liées à cette opération et signer tous documents afférents.

Monsieur le Maire remercie madame Chantal HAVARD CORBIERE pour l'élaboration de ce dossier, la surveillance technique devant être assurée par monsieur DEBOST.

10^{ème} point ; Elaboration du PLU : Motion :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'un groupe de travail constitué de l'entier conseil municipal et d'un comité de suivi composé de personnes non élues travaille depuis près d'une année sur l'élaboration d'un PLU.

Lors de sa réunion du 7 avril 2008, ce groupe de travail a émis un souhait :
"Dans un souci de cohérence avec le conseil municipal il est demandé qu'un point soit fait à période régulière, tous les trois mois par exemple, pour s'assurer du soutien constant de l'ensemble du conseil",

Monsieur le Maire propose la motion suivante au vote :

« L'ensemble du conseil municipal atteste avoir eu connaissance de l'avancement des travaux d'élaboration du PLU par le groupe de travail constitué et de l'ensemble des 31 comptes rendus.

Le conseil municipal réitère son soutien au groupe de travail et le conforte dans la continuation de l'élaboration du PLU».

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

Monsieur le Maire remercie également monsieur JC VALLAURI qui depuis 31 séances anime ce grand projet.

Monsieur le Maire rappelle que ce projet sera soumis à la consultation de la population et pour avis aux différentes administrations.

11^{ème} point ; Taxe de raccordement à l'égout : (PRE) :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 15 juin 2005 relative à l'institution d'une participation au raccordement à l'égout, (PRE), telle que prévue par les articles L 35-4 et L 35-5 du Code de la santé publique et les articles 8 et 15 du règlement de l'assainissement.

Il propose que cette participation soit réactualisée, compte tenu notamment des investissements très importants à l'avenir selon les critères suivants :

- pour une construction à usage d'habitation ou les bâtiments à usage de bureaux ou commerces, montant de la PRE : 1 300 €
- pour les hôtels et établissements de santé, montant de la PRE : 1 300 €, majoré de:
 - pour les hôtels un montant de 500 € pour 4 chambres.
 - pour les établissements de santé un montant de 500 € pour 4 personnes y compris le personnel.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOpte la réactualisation de cette taxe avec les modalités définies ci-dessus.

Le règlement de cette taxe devra avoir lieu dès la réalisation des travaux à réception du titre de recettes.

AUTORISE monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Il est fait remarqué à l'assemblée que ces tarifs sont analogues à la commune de Lucéram.

12^{ème} point : Mise à disposition aux associations du gymnase de la salle des fêtes du stade : Tarifs :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que diverses associations bénéficient actuellement à titre gracieux du gymnase, de la salle des fêtes et du stade.

Il informe que les dépenses liées au fonctionnement de ces lieux représentent une dépense annuelle d'environ 40 000 € par an, non compris l'investissement réalisé chaque année.

De plus, le conseil général facture à la commune la mise à disposition du gymnase ; (actuellement 7.5 € de l'heure, non compris les dépenses de personnel).

Afin de responsabiliser ces associations, la nouvelle municipalité a souhaité faire participer les associations au coût d'entretien de ces structures.

Le coût de revient se situe entre 11 € et 11.50 € de l'heure.

Monsieur le Maire propose de facturer aux associations un montant de 06 € de l'heure.

Le conseil municipal ouï monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte le principe de cette participation demandé aux associations pour l'utilisation de ces lieux.
- Le coût facturé aux associations s'élève pour l'année 2008-2009, (période du 01^{er} septembre au 31 août de chaque année), à 06 € de l'heure et est susceptible d'être réévalué chaque année.
- Décide que cette disposition sera applicable pour la première année à compter du 01^{er} janvier 2009.

13^{ème} point ; Budget M 14 Commune ; Virements de crédits :

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal des différentes remarques faites par la Préfecture et la Trésorerie suite à l'élaboration du budget primitif 2008 M 14 de la commune.

Différentes opérations comptables figurant en annexe sont à effectuer.

Une délibération est nécessaire pour approuver ces modifications.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Section d'investissement dépenses :

Inscription du capital des emprunts :

Article 1641 : + 55 000 €

Article 16875 : + 12 000 €

Opération d'ordre emprunt école :

Article 2031 : + 100 000 €

Réhabilitation chapelle Saint Roch, inscription de la dépense :

Article 2313 – 707 : + 40 000 €

Equilibre du budget :

Article 2313 – 806 ; projet école : - 30 000 €

TOTAL : + 177 000 €

Section d'investissement recettes :

Inscription des amortissements :

Article 28031 : + 118 337 €

Opération d'ordre emprunt école :

Article 16875 : + 100 000 €

Virement de la section de fonctionnement :

Article 021 : - 111 337 €

Equilibre du budget :

Article 16875 – 508 ; emprunt place Carnot : + 70 000 €

TOTAL : + 177 000 €

Section de fonctionnement dépenses :

Inscription des amortissements :

Article 6811 : + 118 338 €

Virement à la section d'investissement :

Article 023 : - 111 337 €

Equilibre du budget :

Article 61522 ; entretien de bâtiments : - 722 €

TOTAL : + 6 279 €

Section de fonctionnement recettes :

Equilibre du budget :

Article 002 ; excédent antérieur reporté : + 6 279 €

TOTAL : + 6 279 €

14^{ème} point ; Budget M 49 Eau et assainissement : Virements de crédits :

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal des différentes remarques faites par la Préfecture et la Trésorerie suite à l'élaboration du budget primitif 2008 M 49 Eau et assainissement.

Différentes opérations comptables figurant en annexe sont à effectuer.

Une délibération est nécessaire pour approuver ces modifications.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Section d'investissement dépenses :

Inscription du capital des emprunts :

Article 1641 : + 3 000 €

Article 16875 : + 8 000 €

Opération d'ordre amortissement :

Article 1391 : + 20 000 €

Station d'épuration:

Article 2315 – 04-04 : + 156 000 €

Réfection réseaux assainissement:
Article 2313 – 802 : + 200 000 €

TOTAL : + 387 000 €

Section d'investissement recettes :

Inscription d'un reste à réaliser non pris en compte:

Réfection réseaux tranche 1:

Article 16875 – 05-04 : + 396 000 €

Opération d'ordre :

Article 1068 : + 4 531 €

Virement de la section de fonctionnement :

Article 021 : - 13 531 €

TOTAL : + 387 000 €

Section de fonctionnement dépenses :

Virement à la section d'investissement :

Article 023 : - 13 531 €

TOTAL : - 13 531 €

Section de fonctionnement recettes :

Opération d'ordre amortissement :

Article 777 : + 1 000 €

Equilibre du budget :

Article 002 ; excédent antérieur reporté : - 14 531 €

TOTAL : - 13 531 €

15^{ème} point ; Approbation Compte Administratif 2007 Cimetière :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le budget M 4 du cimetière n'a pas connu d'opération budgétaire depuis l'année 2005.

Il fait part d'une observation des services de la préfecture faisant valoir qu'il convenait d'établir en tout état de cause un compte administratif 2007.

Le compte administratif 2007 M 4 du cimetière présenté au conseil municipal ainsi qu'il suit :

Fonctionnement : 0,00 € (dépenses)
 1 716,80 € (recettes)

Excédent de fonctionnement : 1 716,80 €

Investissement : 0,00 € (dépenses)
0,00 € (recettes)

Total : 0,00 € (dépenses)
1 716,80 € (recettes)

Excédent : 1 716,80 €

Est adopté à l'unanimité, hors de la présence de monsieur le Maire, lequel s'est retiré au moment du vote.

Monsieur SALTON, Adjoint au Maire, a donné lecture du Compte Administratif et fait procédé au vote.

16^{ème} point ; Budget M 4 Cimetière : Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2007 :

Le conseil municipal, après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2007,

Considérant que la section de fonctionnement a dégagé au cours de l'exercice 2007 un excédent de 1 716.80 € et conformément aux directives comptables M 4,

Statuant sur l'affectation de ce résultat,

Décide à l'unanimité de l'affecter comme suit :

<u>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</u>		
A Résultat de l'exercice	Déficit Excédent	
B Résultat antérieur reporté	D 002 - Déficit antérieur reporté R 002 - Excédent antérieur reporté	1 716,80 €
C Résultat à affecter = A+B	Déficit Excédent	1 716,80 €
Pour mémoire Virement à la section d'investissement		
D Solde d'exécution d'investissement cumulé	D 001 - Besoin de financement R 001 - Excédent de financement	
E Solde des restes à réaliser	Besoin de financement Excédent de financement	
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL : F=D+E		

<p>AFFECTATION : C=G+H</p> <p>1 G Affectation en réserves R 1068 en investissement (au minimum, couverture du besoin de financement F)</p> <p>2 H Report en fonctionnement R 002</p>	<p>1 716,80 €</p>
<p><u>DEFICIT</u> (En ce cas il n'y a pas d'affectation) Report en fonctionnement D 002</p>	

17^{ème} point : Approbation du budget 2008 M 4 Cimetière :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le budget M 4 du cimetière n'a pas connu d'opération budgétaire depuis l'année 2005.

Il est cependant souhaitable pour l'avenir de conserver ce budget.

Dans cette hypothèse, il fait part d'une observation des services de la préfecture faisant valoir qu'il convenait d'établir en tout état de cause un budget 2008.

Il est donc présenté à l'assemblée un projet de budget 2008 pour le cimetière sans prévision particulière pour cette année, reprenant simplement l'excédent de fonctionnement des années précédentes.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Approuve le budget 2008 M 4 du Cimetière ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement : (vote en équilibre)

Dépenses : 1 716.80 €

Recettes : 1 716.80 €

Section d'investissement :

Dépenses : 0.00 €

Recettes : 0.00 €

Total :

Dépenses : 1 716.80 €

Recettes : 1 716.80 €

18^{ème} point : Désignation des membres de la commission d'appel d'offres :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 29 mars 2008 relative à la désignation des membres de la commission d'appel d'offres.

Celle-ci doit comprendre pour les communes de moins de 3500 habitants, le Maire ou son représentant, président, et trois membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Cette commission ne comportant qu'un seul suppléant, il convient de corriger cette composition.

Considérant le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de compléter la désignation des membres de la commission d'appel d'offres.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code des Marchés Publics,

Le conseil municipal ouï monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

A élu, à l'unanimité pour cette commission d'appel d'offres, comme :

Membres titulaires :

- M DEBOST Bernard
- Mme HAVARD CORBIERE Chantal
- M REYNAUD Gilles

Membres suppléants :

- M VALLAURI Jean Claude
- Mme DUQUESNE Céline
- M SALTON Gérard

**19^{ème} point ; Désignation d'un conseiller municipal en charge des questions de défense ;
rectificatif :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 29 mars 2008 concernant la désignation d'un conseiller municipal en charge des questions de défense.

Messieurs BLOUET Yves, SIMON Raphaël et VRIGNON Bertrand avaient été désignés.

Monsieur le Maire fait part d'une remarque des services de la Préfecture informant qu'il convient de délibérer de nouveau, une seule personne devant être élue.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Désigne monsieur Raphaël SIMON délégué pour les questions de défense.
Rapporte la délibération du 29 mars 2008 portant sur le même objet.

Questions diverses

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils souhaitent intervenir.

Aucune observation ni question n'ayant été formulée, monsieur le Maire souhaite à tous un bon festin.

Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.